

Émeutes à Bruxelles : où est l'urgence ?

La sanction

Samedi, une centaine de jeunes âgés de 15 à 18 ans ont été interpellés à la suite de débordements survenus dans le quartier Louise, à Bruxelles. Des magasins ont été endommagés et un policier a été blessé. Il s'agit du troisième fait de ce type en deux semaines. Faut-il sanctionner davantage ou le mal est-il plus profond ?

■ Nous faisons face à des teurs d'extrême gauche, socio-culturels. Certains vic-casseurs itinérants et à des d'extrême droite ou anar-timisent ces casseurs et leur gens excités par des agita-chistes. Ils sont résistants à trouvent des circonstances tous les accompagnements atténuantes. Absurde!

Charles Picqué

Bourgmestre (PS) de Saint-Gilles
Ancien ministre-Président du
gouvernement bruxellois.

Quelles sont les causes des scènes de violence de rue qu'a connues Bruxelles ces dernières semaines ?

Il ne faut pas trop se compliquer la vie. Les causes sont à trouver dans la coagulation, de plus en plus systématique, de perturbateurs violents lors d'événements divers de type politique, ludique ou de manifestations citoyennes.

Y a-t-il un lien entre les événements du quartier Louise, les débordements lors de la venue du youtubeur Vargass92 et ceux de la qualification du Maroc à la prochaine Coupe du monde de football ?

Visiblement, il existe un réseau de personnes qui se mobilise dès qu'il y a moyen de perturber un événement public, d'en découdre avec la police et de se livrer éventuellement à quelques rapines. Les réseaux sociaux amplifient leur capacité de mobilisation. Sont-ils instrumentalisés ou des groupes constitués répondent-ils à l'injonction de deux ou trois personnes, je n'en suis pas sûr pour l'instant.

Qui sont alors ces perturbateurs ?

À côté de casseurs qui profitent des occasions s'ajoutent des gens excités par quelques agitateurs ayant épousé une cause d'extrême gauche, d'extrême droite ou anarchiste. Ils sont suffisamment opportunistes pour se mêler à des manifestations et les faire dégénérer lors de la dispersion.

Certains acteurs expliquent ces dérapages par un manque d'investissement vis-à-vis d'une jeunesse qui se sent abandonnée. Qu'en pensez-vous ?

Il manquera toujours des moyens pour mener des politiques de la jeunesse et d'insertion. Mais toutes les grandes villes d'Europe connaissent ce phénomène d'un noyau dur de casseurs résistant à tous les accompagnements socio-culturels. Et mettons les choses au point : on ne répond pas aux comportements de ces casseurs par des dispositifs d'insertion par le sport ou la culture. Il faut d'abord les sanctionner puis remettre ces jeunes sur les rails. Certaines personnes ne nous facilitent pas la vie en victimisant les casseurs. Selon eux, ce serait la police qui les provoque. Les pompiers aussi ? C'est absurde. Faisons attention à ne pas trouver des circonstances atténuantes à ces violences.

Que redoutez-vous ?

Une profonde crise de confiance dans la capacité de l'autorité publique à agir. Mais aussi une réduction des libertés. Parce qu'il existe une alliance objective entre des liberticides – vont-ils prôner un couvre-feu ? – et ces casseurs. L'exercice de manifester, par exemple contre l'esclavage des Noirs en Libye, peut se voir altéré – par peur du citoyen d'y participer – voire interdit à cause d'incidents ou même la crainte d'incidents. Si incidents (ou risque) il y a, il faut déployer davantage de police, une présence qui est pour certains une forme de provocation. Mais s'il n'y a pas de police et que ça dégénère, vous imaginez la responsabilité et la mise en cause des autorités publiques ? Bref, ceux qui, systématiquement, font porter à l'autorité la responsabilité de ce type d'événements m'énervent. L'ordre public garantit le vivre-ensemble, dont la liberté de participer aux activités d'une cité. Les défenseurs de ces délinquants doivent s'en rendre compte. Je sens monter une méfiance et une xénophobie qui ne me plaisent pas.

Faites-vous un parallèle avec les émeutes urbaines de 1990-1991 ?

Non. Elles exprimaient un mal-être général et un sentiment d'abandon des quartiers où se déroulaient les émeutes. Aujourd'hui, nous avons à faire à des casseurs itinérants.

Quelles actions faut-il rapidement mettre en œuvre ?

Une mission intergouvernementale de courte durée qui regroupe les ministres concernés: le fédéral pour la justice et la police fédérale, la Région pour la prévention et la police locale et les Communautés pour la protection de la jeunesse et sanctions aux mineurs dont l'enfermement.

Sanctionner, mais qui ?

Il faut de fait effectuer un travail d'analyse et de profilage. Qui sont ces casseurs ? Qui sont les éventuels meneurs ? Et qui sont ceux dont un accompagnement permettrait d'éviter qu'ils restent hors des clous ?

Entretien : Thierry Boutte

■ Il faut revoir tout le système éducatif. Cela commence dès la petite enfance. Si ces ados ne sont pas ou peu éduqués, ce n'est pas simplement à cause de leur famille. Il faut arrêter de parler en termes de prévention et d'occupation mais il faut plutôt parler en termes d'éducation.

Bernard De Vos

Délégué général
aux droits de l'enfant.

Selon vous, quelle serait la solution à apporter aux émeutes ?

Il faudrait réformer l'ensemble du système éducatif. Le revoir de fond en comble. Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est arrêter de parler de prévention mais plutôt parler d'éducation. Tout le monde s'est accordé après les premières "émeutes" pour dire que ces enfants dans la rue n'étaient pas ou peu éduqués. C'est normal parce que l'on ne parle pas d'éducation et parce qu'on la finance très mal. La Belgique n'est pas au point. Une fois que l'on aura un socle correct d'éducation pour la petite enfance, on pourra faire grandir les enfants dans des écoles équitables, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faudrait des écoles qui feraient en sorte que les enfants des milieux les moins favorisés aient accès à un dispositif éducatif de qualité, du début jusqu'à la fin de leur scolarité. Tous les spécialistes de la question de l'enfance et de la jeunesse s'accordent pour dire que le fait de fréquenter un milieu d'accueil de la petite enfance est essentiel parce que c'est depuis la plus tendre enfance que se créent

déjà les conditions d'une éducation.

Les émeutes seraient dès lors une réponse à ces inégalités sociales ?

Écoutez, si l'on veut continuer à éponger au sol, on peut. Mais il vaut mieux fermer le robinet. On s'attaque avec une rhétorique très provocante à l'égard d'adolescents. On utilise un discours très symétrique qui n'est jamais efficace avec les jeunes. N'importe quel parent vous dira que s'opposer à un ado, c'est parfois peine perdue. Cela ne sert pas à grand-chose. Il existe des formes plus contemporaines d'autorité que celles que l'on utilise aujourd'hui, dans le cadre de ces incidents. Pour le moment, c'est tolérance zéro. On veut les arrêter, on veut diminuer l'âge de la majorité pénale, on veut faire tout et n'importe quoi, mais on ne répond pas vraiment au problème. Si ces enfants ne sont pas éduqués, ou sont mal éduqués, cela ne dépend pas simplement de la responsabilité des familles. Il y a un dicton africain qui dit : "Pour éduquer un enfant, il faut tout un village". Certains parents sont, pour une série de raisons, assez limités

pour gérer l'éducation de leurs enfants. Ils doivent être accompagnés dans ce travail-là. Aujourd'hui, on a l'impression que la politique appliquée est une politique de prévention, une politique sécuritaire: je préviens la délinquance et je la punis. Cela ne suffit pas. Il ne faut pas oublier que, derrière ces quelques dizaines, quelques centaines de casseurs, il y a un vrai problème de société auquel il faut s'attaquer depuis longtemps.

Qu'entendez-vous par politique de prévention ?

Ce sont des politiques occupationnelles. On occupe les enfants dans les crèches. A l'opposé de la vie, on occupe les personnes âgées dans des maisons de retraite, pour éviter que le temps ne paraisse trop long. On occupe les détenus pour éviter qu'ils ne se révoltent et, depuis une vingtaine d'années, on a entrepris d'occuper les adolescents pour éviter qu'ils n'occupent l'espace public. Il faut sortir les jeunes de l'ennui. Non pas par l'occupation, mais en donnant du sens à leur vie. Et là, franchement, on n'a pas encore trouvé les bons moyens de le faire.

Revoir le système éducatif de fond en comble, c'est un projet à long terme...

Tous les systèmes scolaires qui ont réussi à se réformer l'ont fait en au moins dix ans. C'est un accord qui doit se faire entre tous les partis politiques. C'est une sorte de pacte sacré. Chez nous, ce plan très ambitieux va être compliqué à mettre en place, notamment pour cette raison. On parle d'ados dans les médias. Je parlerais plutôt de petite enfance. Restructurons le système scolaire correctement. Faisons en sorte d'encourager les parents et les familles à confier leurs enfants, dès le plus jeune âge, afin de les mettre dans un bain culturel et linguistique. Aidons les parents qui rencontrent des difficultés avec leurs enfants à les surmonter. Commençons par là et bâtissons progressivement un accord entre tous les partis pour éviter que ce qui est décidé une année soit annulé le lendemain des élections. Parlons d'éducation. Arrêtons de parler de prévention. Cela nous fera sortir des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons.

Entretien: Louise Vanderkelen